

PAIX LITURGIQUE

Notre lettre 1063 publiée le 4 juillet 2024

QUIMPER : QUAND LA TRIBU BIGOUDÈNE MET MGR DOGNIN DANS L'EMBARRAS

LE DIOCÈSE DE SAINT CORENTIN FACE A SES CONTRADICTIONS ET ABUS

En procédant aux ordinations à l'Institut du Bon Pasteur, qui se trouve à Courtalain dans le diocèse de Chartres, le cardinal Müller a expliqué qu'un haut responsable romain lui a affirmé préférer une église vide qu'une cathédrale de Chartres pleine, avec 20.000 personnes en train d'assister à une messe parce qu'elle est en latin. Marcher sur la tête et tout planter en faisant passer cela pour une « *sollicitudo pastoralis* », c'est aussi ce que la tribu bigoudène qui manipule les ficelles de Mgr Dognin semble faire dans le diocèse de Quimper, où même les pardons plurisécularisés sont menacés.

Qui veut la mort des pardons bretons ?

Le 27 décembre 2022, les 36 bénévoles historiques qui assurent la logistique et l'organisation du pardon de Sainte-Anne la Palud, de Plonévez-Portzay, dans le Finistère, se retirent en bloc de l'organisation après avoir subi deux ans d'avanies. Le diocèse de Quimper n'a pris position, comme un préfet couvrant ses troupes après une bavure, que pour enfoncer les bénévoles et soutenir son curé en conflit avec eux : ils ont d'abord été sommés de dissoudre leur association en 2021 après que l'économiste du diocèse, Matthieu Truédic, ait déclaré en juillet 2021 qu'elle « n'avait plus lieu d'être », puis obligés de rendre les clés au diocèse en 2022. Les bénévoles demandaient un peu de reconnaissance, c'est raté - le délégué de la communication Jean-Philippe Pons se bornait, dans les colonnes d'Ouest-France, à leur souhaiter « *bonne continuation* » et à affirmer que leur retrait n'a « *aucune incidence* » sur l'organisation du pardon - ce qui s'est avéré à minima faux.

Des proches des ex-bénévoles et des bénévoles en charge d'autres pardons nous ont assuré que le cas de Sainte-Anne la Palud n'est pas isolé, et que le retrait des bénévoles est intervenu après « *de fortes tensions avec le curé, qui n'a pas hésité à tenir des propos très désobligeants, confisquer des clés, tout faire pour qu'ils se découragent* ». Il s'avère qu'à l'origine, il y avait un conflit entre des bénévoles qui ont toujours fait - avec succès - d'une certaine façon, et le nouveau curé de Châteaulin qui a essayé d'imposer sa marque. Quitte à planter le pardon et ses 1500 ans d'histoire - selon la tradition orale, il a été inauguré vers l'an 500 par les saints Corentin et Guénolé.

« *Aujourd'hui, il y a un vrai problème, et pas qu'à La Palud* », constate un bénévole dans un pardon finistérien. « *Il y a un problème de transmission entre générations, une perte de sens - il est difficile de maintenir l'équilibre entre fête civile et fête religieuse, et des curés qui ont l'air de se fiche complètement de l'importance des pardons pour évangéliser. Ce sont des fêtes locales, les gens y vont, et on voit ceux qui sont partis sur la pointe des pieds dans les années 1960, 70, 80, 90 à mesure que les messes quittaient les églises des villages et qu'on refusait aux fidèles la liturgie qu'ils voulaient, celle que leurs Anciens ont connue, pour ne suivre que les aspirations de la petite tribu qui a verrouillé le diocèse. Aujourd'hui, une très faible partie - moins de 2% peut-être - des Finistériens pratiquent. Mais le pardon, tout le monde y va encore, ainsi que les vacanciers. C'est peut-être ce qui pose problème, finalement ?* ».

Alors que d'autres diocèses bretons relancent les dévotions locales et les processions - notamment celle de l'Immaculée Conception dans le centre de Nantes,

qu'un certain nombre de diocèses en France ont relancé les Rogations en se référant à Laudato Si, le diocèse de Quimper semble se complaire à tout planter pour être seul maître à bord... même s'il s'agit de diriger le vide.

« Les bénévoles qui organisent des pardons dans d'autres diocèses en Bretagne ont beaucoup de peine pour nous - leurs curés, comme leurs évêques, ont bien compris le rôle apostolique des pardons et semblent de plus en plus conscients de l'intérêt, et de l'importance, de sauvegarder ces manifestations, ce qui ne peut pas se faire sans l'appui des laïcs et une relation de confiance. A Quimper c'est tout l'inverse, à croire que nos curés, ça les embête de célébrer des messes devant du monde, ce n'est pas dans leur église habituelle au chef-lieu de canton, à dix mètres du presbytère, faut marcher, c'est dans des petites chapelles...Mais ils ne sont pas plus disposés non plus à les laisser célébrer par d'autres ! », constate un autre bénévole, qui témoigne d'un vrai « malaise », dont « le diocèse n'est absolument pas disposé à parler. Le dialogue est pour ainsi dire rompu, ils attendent qu'on se fatigue et qu'on arrête, et nous... on attend qu'ils passent. Le ciel et la terre passeront, Mgr Dognin passera, ces curés passeront, mais pas la parole de Dieu ».

La tribu veut tout régenter mais n'arrive à rien : mais c'est Mgr Dognin qui portera le chapeau (rond?)

L'hubris, normalement, ça se soigne. Mais les abbés Queinnec, Larnicol, Guizio, Croguennec, Larvol, Quemeneur etc. de la tribu bigoudène, qui tirent les ficelles de Mgr Dognin et font plonger le diocèse de Quimper dans un n'importe quoi de plus en plus grand - en éloignant toujours plus les messes des fidèles, et en plantant les rares communautés qui fonctionnent encore. Certes, le diocèse aspire à tout régenter - comme avec l'association des bénévoles de la Palud, remplacée par son propre comité... et qui a conduit à ce que lesdits bénévoles claquent la porte un an plus tard.

De même, la FSSP est chassée sans ménagement, sur un prétexte, et le diocèse - enfin ceux qui tirent les ficelles de Mgr Dognin - affirme que des curés vont être formés pour remplacer, à tour de rôle, les deux prêtres virés. Puis l'on apprend ([notre lettre 1057](#)) qu'un tiers des curés pressentis se désistent, et que la messe sera un véritable gloubiboulga liturgique - lectures en français, pas d'offertoire, et une impression d'improvisation à chaque ligne du mail du chancelier Hervé Queinnec aux curés censés célébrer cette messe.

Mais qu'importe : ceux qui agitent les ficelles de l'évêque ne risquent rien - pour la postérité, les noms de la tribu bigoudène, ou de l'économe qui a coulé l'association des bénévoles de tel ou autre pardon, n'existe pas. C'est le nom de Mgr Dognin - et lui seul - qui est attaché à la déconfiture du diocèse de Quimper. C'est son nom que les finistériens prononceront, en le lisant sur la liste des évêques du diocèse, et en disant « voilà, avant ce n'était déjà pas folichon, mais celui là, il a tout planté ! ».

Pathos, larmes et marbre : à Brest, cette plaque qui cache la forêt d'abus

Si la plupart des évêques pensent - de façon bien téméraire - que le choc postérieur au rapport de la CIASE et plus généralement la crise des abus sexuels du clergé est derrière eux, le diocèse de Quimper, presque seul, continue à s'agiter. Le 28 mai dernier, en présence de trois victimes, une plaque en mémoire de victimes d'abus sexuels au lycée Charles de Foucauld a été dévoilée - si l'événement a été traité abondamment par la presse locale- et le diocèse qui précise que deux membres de l'INIRR, l'évêque et le directeur de l'enseignement diocésain étaient présents, il ne figure pas sur la page Facebook du collège, inutile sans doute d'en parler aux élèves... et à leurs parents.

On voit sur le site du diocèse de Quimper une plaque de marbre sur un chevalet en bois - toujours cette impression prégnante de bricolage à tous les étages, puis fixée sur une petite étagère à côté d'une porte. Le contenu de la plaque a lui-même du mal à s'affranchir du flou : « dans cet établissement durant la période 1960-80 deux prêtres ont commis des agressions sexuelles contre des enfants qui leur étaient connus. La culture du silence de l'époque a empêché la dénonciation. D'autres prêtres au contraire ont contribué à faire grandir les enfants ».

France Bleu insiste sur les « larmes » des victimes et de leurs proches, l'émotion, tandis que dans les colonnes d'Ouest-France, Mgr Dognin leur « demande pardon, au nom de l'Eglise ». Mais l'existence d'autres victimes, d'autres auteurs, dans cet établissement reste dans le flou - personne n'ose même aborder le sujet - ni le diocèse, ni la presse, unis dans l'omerta. Il y a-t-il eu un appel à témoins ? Pas de réponse. Comment ont été indemnisées les victimes, si elles l'ont été, et qui a payé ? Le diocèse ? Les legs faits par ces prêtres, en échange d'une impunité ? Pas de réponse.

« Mettre une plaque à Brest, qui est considéré par le diocèse comme le bout du monde par rapport à Quimper - c'est aussi le plus grand centre de population, mais ils s'en fichent - ça ne leur coûte absolument rien », constate un capiste, pour lequel « s'ils veulent du marbre, il faudrait des plaques comme ça dans bien des établissements scolaires religieux du diocèse, et plus près de Quimper, mais c'est hors de question ». Du diocèse de Quimper, et de certaines congrégations,

aussi présentes dans d'autres diocèses de Bretagne (et pas que).

La culture du silence « de l'époque » toujours en place : le chancelier Queinnec en est le héraut

Ce que des dignitaires de la « *tribu bigoudène* » savent bien - tel oncle a été religieux, tel autre curé, qu'ils aient fait ou non, ils ont su, mais n'ont rien dit - et sont tout aussi complices des abus commis. Tel autre est dans une maison de retraite religieuse pleine d'auteurs d'abus. Bien logé, nourri, dans un cadre verdoyant. Il va aux funérailles des auteurs d'abus qui bénéficient d'avis de décès ronflants, de fleurs, d'une messe et d'un beau caveau en marbre, et se tait. Il bénéficiera du même traitement. Et seul son nom en lettre d'or sur le marbre rappellera qu'il a vu, su, mais n'a rien fait.

Chancelier du diocèse depuis 2008, official de l'officialité interdiocésaine de Bretagne administrative depuis 2017 et désormais juge au tribunal pénal canonique national, Hervé Queinnec le sait encore plus. Il est littéralement assis sur les poubelles qui débordent. De quoi museler les consciences, constituer des dossiers et assurer son impunité ?

Alors qu'il s'avère incapable de rendre justice aux victimes - dont des témoignages nous parviennent - le voilà qui se pique d'organiser la messe traditionnelle à la place de ceux qui savent le faire. Et là aussi, il s'avère incapable d'y arriver, comme ces élus locaux qui cumulent des mandats dans plein d'organismes, et ne sont bons nulle part ... Une élection finit par permettre aux citoyens de s'en débarrasser.

Mais Hervé Queinnec se sait indéboulonnable, donc il peut continuer à faire n'importe quoi et faire dire à son évêque que tout va bien, tout en prenant la charge de vicaire épiscopal chargé de l'éradication des fidèles du rite traditionnel. La « *culture du silence de l'époque* », comme dit la plaque en marbre du lycée de Brest, a encore de beaux jours devant elle. Jusqu'à ce que les victimes trépassent et qu'il n'y ait plus personne pour porter leurs paroles, leurs descendants ayant fui l'Eglise et mis fin à toute pratique religieuse ?

Sur le site du diocèse, Mgr Dognin débite un discours soigneusement écrit : « *cette plaque commémorative [dévoilée à Brest] est un outil pour que de telles atrocités ne se reproduisent plus, elle est là pour éveiller les consciences et prévenir d'éventuels futurs abus* ». Il y a loin de la parole aux actes - aujourd'hui encore, selon nos informations, quand un prêtre commet des dérives canoniques qui deviennent difficiles à cacher, il est envoyé... vers le nord du diocèse. « *Brest, c'est le purgatoire, et le Léon, le goulag* ».

Avoir fait de l'ancien centre religieux du diocèse, d'un des rares terroirs français (et breton) où juste avant le Concile, la quasi-totalité de la population allait encore à la messe, un désert religieux et un purgatoire pour prêtres qui ont fait à merveille la marche du diocèse de Quimper. Sur la tête et vers l'abîme. Pauvres Bretons.